



Keyrock, la licorne bruxelloise qui a réussi à émerger du Far West de la crypto

ENTREPRENDRE
PAGES 19-21

Jeremy De Groot

Kevin de Patoul

Juan David Mendieta



145^e ANNÉE
N° 67
BEL 6,50 €
LUX 7,00 €

WEEK-END



Quel sera l'impact de l'indexation plafonnée sur votre salaire?

MON ARGENT
PAGES 34-35

La dépendance de la Belgique au gaz et au pétrole est en hausse depuis 1990

MAXIME VANDE WEYER
ET NICOLAS BAUDOUX

La part du pétrole et du gaz a grimpé de 55 à 66% dans le mix énergétique belge en 35 ans. C'est ce qui ressort des données d'Eurostat et du SPF Économie analysées par L'ECHO en vue d'évaluer l'évolution de notre dépendance.

En effet, si le charbon a joué un rôle de moins en moins important dans nos besoins en énergie primaire (brute, avant transformation) au fil des ans, faisant diminuer la portion «fossile» de notre consommation, il a été en grande partie remplacé par davantage de gaz et de pétrole. Ces derniers n'étant, contrairement au charbon, pas disponibles localement, notre exposition aux chocs énergétiques mondiaux s'est accrue.

Les renouvelables ont aussi joué un rôle dans le remplacement du charbon, mais ils ne

sont pas parvenus à grignoter des parts au pétrole et au gaz. Le nucléaire, qui représente 15% du mix énergétique en 2024, voit, lui, son rôle diminuer à mesure que les réacteurs ferment leurs portes.

Ce n'est qu'en réaction à l'invasion russe en Ukraine – et à la crise énergétique qui a suivi – que la place du gaz dans notre mix a été remise en question. Mais la part grandissante du rôle du GNL, apporté de plus en plus depuis les États-Unis, menace de déplacer notre dépendance.

La crise énergétique actuelle, conséquence de la guerre au Moyen-Orient, montre déjà des stigmates bien réels dans nos économies. Pour se défaire de la dépendance aux fossiles étrangers, la Belgique, et l'Europe, n'ont guère d'alternatives que l'électrification massive des usages. À condition, bien sûr, que les sources nécessaires à la production d'électricité ne soient pas fossiles... **LIRE EN PAGE 3**

Les sociétés belges cotées s'appuient sur de solides résultats 2025 pour affronter le brouillard de la guerre

INVESTIR
PAGES 29-31

Prix de l'énergie: pas de cliquet inversé, mais des aides ciblées pour les ménages les plus vulnérables

PAGE 2
ÉDITO PAGE 18

Des appartements artistiques de Paris aux villas futuristes de Los Angeles: laissez-vous inspirer!

sabato
Luxurious
living



«Le prince héritier saoudien m'avait affirmé que les États-Unis n'attaqueraient pas l'Iran»

INTERVIEW PAGE 4

Karen Elliott House,
spécialiste de
l'Arabie saoudite

Tasty Crousty, le phénomène fast-food qui affole la Gen Z

PAGE 12

Viktor Orbán a-t-il réussi à changer l'Europe de l'intérieur?

DOSSIER
PAGES 6-7

PUBLICITÉ

TAKE THE LEAD AI

Formation | 6 semaines | online & offline | à votre rythme

Une initiative de



Puis-je encore m'inscrire à la formation Take the Lead AI?

C'est possible jusqu'au **28 avril**, mais ne tardez pas: les places sont limitées.

Rendez-vous sur lecho.be/takethelead et boostez votre productivité personnelle en 6 semaines.

INTERVIEW Karen Elliott House, ancienne rédactrice en chef internationale du Wall Street Journal, signe un nouveau livre, cette fois sur la figure de Mohammed ben Salmane (MBS).

«MBS m'avait affirmé que les États-Unis n'attaqueraient pas l'Iran»

SERGE QUOIDBACH

Voilà plus de 40 ans que Karen Elliott House foule les terres royales de la famille ibn Saud. Autant dire que l'ancienne rédactrice en chef internationale du Wall Street Journal connaît bien l'Arabie saoudite, sa population, ses mœurs. Aujourd'hui à la retraite, la journaliste, prix Pulitzer, a écrit son deuxième ouvrage sur le pays, en se focalisant cette fois sur son visage le plus médiatisé, celui du prince héritier Mohammed ben Salmane qu'elle a rencontré à de multiples reprises. Plus souvent dénommé par ses initiales, MBS a lancé un gigantesque chantier, «Vision 2030», pour moderniser et émanciper son royaume jusque-là géré par de vieux souverains assis sur leurs barils de pétrole. Ce projet pharaonique, frappé de démesure, a connu de nombreuses coupes et retards. Et craint aujourd'hui pour sa survie, menacé par le chaos d'une guerre régionale déstabilisatrice lancée contre l'Iran par les États-Unis et Israël. «Ce ne sont pas seulement les projets de développement financés par l'argent public qui sont en danger, mais aussi la source même du financement: le pétrole», décrypte Karen Elliott House. «Oui, je pense que le prince héritier a des soucis à se faire.»

À quel point MBS envisage-t-il une implication saoudienne dans la guerre au Moyen-Orient? Il préférera éviter toute provocation. Les Émirats arabes unis affirment leur volonté d'ouvrir le détroit d'Ormuz et s'apprentent à apporter leur aide. Si cela se produit, il sera difficile pour l'Arabie saoudite de ne pas se joindre à eux. Mais MBS fait preuve d'une grande prudence. Il craint de provoquer un régime qui pourrait survivre à la guerre. Et qui pourrait, par exemple, exiger de l'Arabie saoudite qu'elle rompe ses relations militaires avec les États-Unis si elle veut exporter son pétrole.

Jusqu'à la dernière minute, MBS a tenté de dissuader Donald Trump d'entrer en guerre contre l'Iran. Il semble aujourd'hui le pousser à aller jusqu'au bout. Pourquoi?

Ce qu'il redoute avant tout, c'est que le président Trump, après avoir donné un coup de pied dans le nid de guêpes iranien, laisse l'Arabie saoudite et les pays du Golfe en subir les représailles. Il souhaite donc que Trump aille plus loin et renverse le régime.

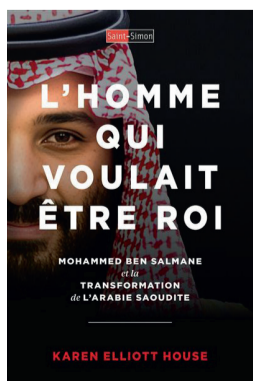
Avant l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, l'Arabie saoudite avait renoué ses relations diplomatiques avec l'Iran sous la médiation de la Chine. Ce rapprochement était-il sincère? Les Saoudiens misaient sur la diplomatie. Le prince héritier m'avait affirmé que les États-Unis n'attaqueraient pas l'Iran; il estimait donc indispensable d'apaiser les relations avec Téhéran. MBS se méfiait de l'Iran, mais il cherchait avant tout à préserver son programme «Vision 2030».

L'Arabie saoudite était sur le point de signer les accords d'Abraham avec Israël. Quelle est la situation actuelle avec ces deux pays? L'Arabie saoudite est toujours désireuse de développer une relation avec Israël. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui, à l'aune de la guerre. Sa stratégie d'acheter la paix avec l'Iran n'a pas fonctionné. MBS est conscient de sa dépendance vis-à-vis des États-Unis, et perçoit l'intérêt d'un rapprochement avec Israël, dont l'influence aux États-Unis demeure considérable. L'Arabie saoudite ressortira de ce conflit plus encline à normaliser ses liens avec l'État



«MBS n'a pas confiance en Trump. Mais il sait que la sécurité de son royaume dépend des États-Unis», affirme Karen Elliott House. © CHANTAL HEIJNEN

«Le prince héritier a déjà affirmé que, si l'Iran se dotait de l'arme nucléaire, l'Arabie saoudite en ferait autant.»



«L'homme qui voulait être roi»
Karen Elliott House
Éditions Saint-Simon
234 pages
22 euros.

hébreu, et sera moins exigeante vis-à-vis de la situation des Palestiniens.

Vous écrivez que MBS n'a jamais cru à l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 conclu avec l'administration Obama.

Comme Israël, les Saoudiens s'opposaient à cet accord et espéraient qu'il serait démantelé et remplacé par un dispositif bien plus radical pour dissuader l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Ils estimaient que ce dispositif était insuffisant.

L'Arabie saoudite possède d'immenses réserves d'uranium. Croyez-vous que l'Arabie saoudite cherche à se doter de l'arme nucléaire?

Depuis la visite du prince héritier aux États-Unis en novembre, des discussions sont en cours pour permettre à l'Arabie saoudite d'acquiescer la technologie d'enrichissement d'uranium, assortie d'une promesse de ne pas développer l'arme nucléaire. Avec, comme objectif d'alimenter ses usines de dessalement, essentielles à la production d'eau, et de développer la production d'électricité dans le cadre de sa stratégie de diversification économique.

Au fil de mes plus de quarante ans de voyages en Arabie saoudite, j'ai souvent entendu de la bouche des diplomates américains, saoudiens, et des experts militaires que Riyad avait financé le développement de la bombe pakistanaise et

que, si l'Arabie saoudite en voulait une, il lui suffirait de claquer des doigts pour que le Pakistan la lui fournisse. Je ne sais pas si cette rumeur est fondée, mais les deux pays ont signé un accord de défense en septembre. Et le prince héritier a déjà affirmé que, si l'Iran se dotait de l'arme nucléaire, l'Arabie saoudite en ferait autant. Cela dit, je ne pense pas que ce soit la priorité du moment.

Dans ce conflit, l'Ukraine est apparue comme une «invitée surprise», et vient de signer un accord de défense avec l'Arabie saoudite. Pensez-vous que Kiev puisse espérer quelque chose en retour dans son conflit avec la Russie? Le président Zelensky est allé dans le Golfe pour dire: «J'ai des armes qui peuvent vous être utiles.» Évidemment, les Saoudiens et les pays du Golfe lui en seront reconnaissants. Et ils feront leur possible pour l'aider. Ils peuvent financer des achats d'armes, à condition que les États-Unis soient encore disposés à en vendre et qu'il leur en reste.

Les relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite ont eu des hauts et des bas. Récemment, Donald Trump s'est moqué de MBS en disant: «Il ne pensait pas qu'il devrait me lécher les bottes.» Ce genre de raillerie peut-elle irriter MBS?

MBS n'a pas confiance en Trump. Mais il sait que la sécurité de son royaume dépend des États-Unis. Il est donc lié à Washington. Reste une incertitude majeure: qui succédera à Trump? L'ancien président Biden avait traité MBS de «paria». Si un démocrate revient à la Maison-Blanche, la question des droits de l'homme constituera à nouveau un obstacle majeur dans la relation entre l'Arabie saoudite et les États-Unis. Et si le président est J.D. Vance, qui prône une politique d'«America First», alors le fossé risque de se creuser, droits de l'homme ou pas.

Joe Biden avait qualifié MBS de paria à la suite de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi.

C'est le principal argument dont disposent les représentants du Congrès pour s'en prendre à l'Arabie saoudite. Cette affaire continuera de le hanter.

Vous avez rencontré MBS à plusieurs reprises. Quel genre d'homme est-il?

Ma première rencontre, c'était en 2010, avec son père. Il avait 25 ans. Puis je l'ai rencontré une demi-douzaine de fois dans ses fonctions gouvernementales. C'est un homme très accessible. Il porte souvent un qamis blanc ou gris, mais avec la tête découverte, donc pas du tout guindé. Quand on entre dans son bureau, il vous tend la main et dit: «Bienvenue!», «Salut!», «Ça fait longtemps!». Il m'a parlé de sa mère, de l'influence qu'elle a eue sur lui. De son père, de son frère. C'est quelqu'un de sûr de lui, convaincu que ses décisions sont les bonnes. D'après son entourage, il a beaucoup mûri ces dix dernières années: il s'appuie davantage sur ses conseillers, mais il reste confiant dans sa capacité à mener à bien son projet.

Et vous, en tant que femme, avez-vous constaté une réelle différence dans la société?

Oui, absolument. J'ai reçu ma première abaya vers 1980 des mains du ministre du Renseignement. Son assistant m'avait dit: «Je ne peux pas vous accompagner à l'hôtel si vous ne vous couvrez pas.» Depuis, je porte souvent l'abaya, avant tout pour me fondre dans la masse. Mais maintenant, tout est différent. À l'époque, les femmes étaient invisibilisées. Maintenant, elles peuvent exercer n'importe quel métier dans les aéroports, dans l'armée, dans les administrations, dans les entreprises privées. La musique résonne partout, alors que les autorités religieuses l'avaient interdite. 60% des Saoudiens ont moins de 30 ans, et, dans l'ensemble, ces jeunes semblent contents des changements, des divertissements et des emplois. C'est ce que leur offre MBS. Mais pas de politique. La liberté d'expression n'existe toujours pas.